



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

La Préfète

Gap, le 29 mars 2019

La préfète

à

Monsieur le Préfet,
Réfèrent pour le Grand Débat National

Objet : Analyse des cahiers citoyens

Réf : votre demande du 12 mars 2019

PJ : 1

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous les éléments d'analyse des cahiers citoyens ouverts dans 115 mairies des Hautes-Alpes (sur 162 communes), sur les quatre thèmes du grand débat national.

1/ La fiscalité et les dépenses publiques

Il s'agit du thème le plus fréquemment abordé dans les cahiers citoyens (dans deux tiers des contributions).

Tout d'abord, la revalorisation des retraites (indexation sur l'inflation et augmentation des petites retraites) est le deuxième sujet le plus abordé dans l'ensemble des cahiers citoyens, tous thèmes confondus. Par ailleurs, la suppression de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraités revient fréquemment. Ces observations sont à mettre en perspective avec, lorsqu'il était connu, l'âge de nombreux contributeurs (plus 60 ans).

Le sujet suivant dans cette thématique est le rétablissement de l'impôt sur la fortune. En outre, nombre de contributeurs s'expriment en faveur d'une plus grande équité de l'impôt, en particulier l'impôt sur le revenu.

La TVA est également citée pour permettre une meilleure répartition des richesses avec la diminution des taux sur les produits de première nécessité, sur l'eau, ou l'électricité, et une hausse de la TVA pour les produits de luxe.

D'autres remarques sur le système fiscal sont aussi présentes :

- un système fiscal plus progressif, mais le type et le niveau de revenu qui devraient être plus fortement imposés varient selon les contributeurs ; aucune proposition partagée n'émerge.

- l'évolution des valeurs locatives pour la taxe foncière, du mode de calcul de la taxe des ordures ménagères ou encore l'évolution des tranches de l'impôt sur le revenu.

- dans un principe d'équité, des demandes que l'impôt sur le revenu soit payé par tous.

- l'affectation précise des impositions à des dépenses : allocation de la hausse de la CSG à la prise en charge de la dépendance, allocation de la TVA au soutien des petites entreprises par exemple.

La fraude et l'évasion fiscale sont aussi des thèmes mobilisateurs. Pour lutter contre la fraude fiscale, une personne propose de diffuser les noms des fraudeurs du fisc. Plusieurs autres interviennent sur la question de l'optimisation fiscale, demandant parfois de diminuer les réductions fiscales sur les dons et le sponsoring.

Enfin, certaines contributions liées aux prestations sociales, retraites mises à part, sont notées. Elles portent en premier lieu sur une demande d'augmentation de certains minima sociaux. La pension de réversion est la prestation (mis à part la retraite) la plus abordée ; sont ensuite cités le minimum vieillesse et l'allocation adulte handicapé.

2/ Démocratie et citoyenneté

Le thème démocratie et citoyenneté est abordé par 67 % des personnes qui se sont exprimées dans les cahiers citoyens ; les personnes dont la contribution était la plus véhémente se sont relativement plus exprimées sur cette question.

Tout d'abord, un fort mécontentement lié au train de vie de l'État et des élus apparaît au travers des cahiers citoyens (1^{er} thème le plus cité toutes contributions confondues). Au delà des élus nationaux (parlementaires, ministres, Président de la République, anciens Présidents et parlementaires), ce sont aussi les hauts-fonctionnaires ainsi que les dirigeants des grandes entreprises publiques qui sont mis en cause. Sont critiqués le montant des salaires ou des indemnités, l'importance des avantages en nature (transports, logements), le système de retraite, les avantages attribués à la famille des représentants. Le régime de retraite des anciens Présidents de la République, les dépenses de l'Élysée, ou encore les avantages en nature des parlementaires sont en particulier visés. Les personnes mécontentes parlent régulièrement « *d'abolition des privilèges* ». Le parallèle est fait très fréquemment entre la diminution de ces avantages et la réduction des dépenses publiques : « *L'État n'a plus d'argent, qu'il nous le prouve en supprimant tous leurs avantages et privilèges (ministres, sénateurs, députés, première dame et anciens présidents)* ».

Concernant la haute fonction publique, des personnes demandent de réduire la taille des cabinets ministériels, de justifier le niveau des salaires des hauts fonctionnaires ou encore de supprimer les salaires des hauts fonctionnaires quand il ne sont pas en poste.

Au delà du sentiment d'inégalité, les contributeurs critiquent un « *manque de civisme* » lié à l'utilisation de ces avantages, ou encore la « *déconnexion* » des représentants politiques par rapport à la vie quotidienne de leurs concitoyens. Plusieurs personnes émettent le souhait que les futurs représentants élus acquièrent « *l'expérience d'un temps de vie au SMIC* » pour améliorer l'appropriation de l'enjeu du pouvoir d'achat pour les faibles revenus.

Associées aux critiques du coût économique des représentants politiques apparaissent des demandes de réduction du nombre de députés et quelques mentions relatives à la suppression du Sénat. Quelques personnes se sont positionnées en faveur du maintien du Sénat, l'une d'elles citant l'existence de commissions d'enquêtes permettant le contrôle des actions du Gouvernement.

S'agissant du système électoral, la prise en compte du vote blanc est une mention récurrente (précisant que de nouvelles élections avec des candidatures différentes devraient être organisées en cas de majorité de votes blancs). Quelques personnes se prononcent en faveur du vote obligatoire.

Dans un département très rural, la question des transports en commun, en particulier du transport ferroviaire, revient également. Le Conseil Régional est interpellé par plusieurs personnes afin qu'il développe le réseau et rénove les lignes. Plusieurs contributions évoquent une diminution du prix des transports en commun, voire leur gratuité.

Enfin, si plusieurs enjeux nationaux liés à la protection de l'environnement (interdiction des pesticides, isolation des logements, circuits courts...) sont mentionnés de façon récurrente, des demandes spécifiques dues aux caractéristiques touristiques des Hautes-Alpes sont abordées, telles que l'interdiction du rallye Monte-Carlo et la limitation des loisirs polluants « *stopper les loisirs motorisés, parachutisme, bateaux à moteur, motoneige trop énergivore* ».

4/ L'organisation de l'État et des services publics

Seul un tiers de l'échantillonnage des contributions aborde le sujet des services publics, mais les propositions sont nombreuses et diverses. Si le maintien physique des services publics et le sentiment d'être laissés pour compte prédominent, les préoccupations dans ce thème varient très fortement en fonction du lieu de vie des personnes ayant contribué. Elles touchent particulièrement les personnes dans des territoires isolés ; les habitants de Gap, ville chef-lieu, se sont relativement peu exprimés sur cette question.

L'accessibilité des services en milieu rural est donc le sujet le plus évoqué (4^e thème abordé dans l'ensemble des contributions). Parmi ces témoignages revient fréquemment l'idée de « *remettre l'humain dans les services* ». « *Depuis la généralisation de la dématérialisation, nombre d'habitants sont désespérés, non équipés (personnes âgées), trop pauvres pour avoir un ordinateur et une connexion internet ou hors des zones couvertes (montagnes), sans services au public pour les aider* ».

Afin d'améliorer le processus de dématérialisation, il est proposé de ne pas avoir comme unique interlocuteur possible un répondeur ou un courriel, de rendre gratuits les numéros téléphoniques d'appel des administrations et services publics dont les temps d'attente sont longs, de réduire les démarches et les documents à remplir, de grouper les services, de ne pas imposer d'utiliser les moyens dématérialisés pour communiquer avec l'administration, d'améliorer la qualité de l'accueil du public

Au delà de ces demandes d'accès aux services publics, la santé fait l'objet de multiples propositions telles que l'augmentation des moyens du système de santé en révisant le modèle économique des hôpitaux, la formation de plus de médecins spécialistes, le développement d'un service de garde pour éviter d'appeler systématiquement le 15.

De même, l'éducation est un thème récurrent de ces contributions. Au delà des exigences portant sur les moyens et son meilleur accès en milieu rural, beaucoup de déclarations demandent un plus fort soutien à l'apprentissage, émettent des propositions sur les choix pédagogiques, le nombre d'élèves par classes, la durée des vacances.

Enfin, la prise en charge de la dépendance est citée par des personnes exprimant un fort niveau d'exaspération, notamment la prise en charge des personnes âgées dépendantes dans les EPHAD, l'augmentation du nombre de structures d'accompagnement des enfants handicapés, ou l'amélioration de l'offre à destination de l'enfance et de la petite enfance.

La thématique de la sécurité intérieure a été quelques fois abordée, majoritairement en lien avec le mouvement social actuel, la majorité des personnes qui sont intervenues sur ce sujet ont demandé un meilleur contrôle des actes des forces de l'ordre et l'interdiction d'armes comme les flash ball. D'autres se sont prononcées en faveur d'une augmentation des moyens de la police.

Plusieurs évolutions des règles électorales sont également proposées telles que le renforcement de l'interdiction du cumul des mandats, le retour au septennat présidentiel, l'inéligibilité d'une personne ayant fraudé le fisc, le casier judiciaire vierge pour les parlementaires et les ministres, l'obligation de présence des parlementaires lors des séances à l'Assemblée ou au Sénat, la mise à la retraite des élus au delà de 60 ans.

Par ailleurs, une partie des contributeurs demande plus de démocratie directe, notamment par l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC). Les personnes s'exprimant sur ce sujet y sont majoritairement favorables, certaines souhaitent toutefois le limiter aux questions de société et une minorité exprime ne pas y être favorable.

Plusieurs propositions détaillent des dispositifs qui pourraient être mis en place pour renforcer la démocratie directe ; par exemple créer un site internet pour la démocratie participative, organiser des référendums locaux sur tous les sujets, développer les pétitions citoyennes, prévoir le tirage au sort de 300 députés par tiers renouvelable, mettre fin aux réunions gouvernementales à huis clos, mettre en place une boîte à réclamations et idées avec un numéro de téléphone gratuit traité par le Parlement.

Il convient de noter que plusieurs contributeurs émettent la demande que les temps d'expression des citoyens perdurent à l'échelle des communes en dehors des périodes d'élection et au-delà du grand débat national.

S'agissant du sujet liées aux collectivités territoriales, il a été peu abordé et les expressions relevées ne permettent pas de dresser de conclusions, même s'il est constaté que ce sujet ne fait pas consensus. Cependant, la question du mille-feuilles administratif a été soulevée mais les opinions sur les échelons à supprimer sont divergentes. Plusieurs personnes expriment une opinion favorable en faveur du maire, mais certains demandent la réduction du nombre d'élus locaux, leur meilleure formation, ou encore l'évolution de leur mode de désignation.

Les contributions de maires, quant à elles, évoquent l'augmentation des transferts de compétence aux communautés de communes ou d'agglomération, en particulier le sujet épineux du transfert de la compétence eau et assainissement auquel ils sont opposés.

Enfin, dans un département frontalier de l'Italie soumis à une forte pression migratoire, il a semblé nécessaire d'évaluer les propos inscrits dans les cahiers citoyens sur cette question, qui n'est cependant pas apparue comme un thème majeur pour les hauts-alpins. Plusieurs personnes demandent des mesures visant à mieux contrôler l'immigration illégale, augmenter la reconduite à la frontière et augmenter les contrôles. D'autres demandent que les migrants réalisent des travaux d'intérêt général ou aient la possibilité de travailler durant l'étude de leur dossier.

3/ La transition écologique

La transition écologique est le deuxième thème le plus évoqué dans les contributions.

La proposition la plus fréquente est d'augmenter la contribution des transporteurs aériens, terrestres et maritimes. Par contre plusieurs contributeurs souhaitent que les taxes sur les véhicules et leurs carburants soient réduits.

Par ailleurs plusieurs propositions portent sur une plus forte taxation des entreprises (« *faire payer à Vinci à Total leur contribution à la transition écologique* »), et ne pas affecter les ménages français : « *arrêter de culpabiliser les petits, il faut s'attaquer aux gros pollueurs* ».

En conclusion, il convient de souligner que, de manière transversale à l'ensemble des thématiques du grand débat, la question de la répartition des revenus et des richesses apparaît comme la principale préoccupation des citoyens, prégnante et fédératrice.

Ainsi, que ce soit au travers de la diminution du train de vie des dirigeants, la remise en place de l'ISF, les revenus des plus riches (publics ou privés), l'atmosphère générale est à la dénonciation des écarts de niveau de vie entre les plus aisés et les plus faibles revenus. Plusieurs contributeurs décrivent une situation de lutte de classes et déplorent les conditions de vie « *du petit peuple* » (expression citée à plusieurs reprises). D'autres parlent d'inégalité dans l'allocation des ressources de l'État : « *on demande au petit peuple de se serrer la ceinture, dette oblige, et les privilégiés profitent sans compter de l'argent public. Les lobbies des grands groupes font la loi et nous la subissons: je suis victime (parmi des milliers d'autres) d'un médicament nocif.* ». Enfin, les termes de mépris, de manque respect et de considération apparaissent régulièrement dans les cahiers citoyens.

Enfin, si de nombreuses contributions ont fait mention de difficultés ou d'insatisfactions, quelques propositions concrètes ont pu être soumises. Dans tous les cas, les attentes sont fortes quant aux suites qui pourront être données à ce grand débat national.

Tels sont les éléments que je relève à la lecture des cahiers citoyens ouverts dans le département des Hautes-Alpes.

La préfète,
Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Agnès CHAVANON

Annexe – Données chiffrées sur l'analyse

1. Méthode

L'analyse des cahiers a été réalisée par la lecture et le traitement de 31 % des contributions reçues en préfecture ; l'échantillon est constitué parmi les communes représentatives par leur nombre d'habitants (60 % de la population du département) et de quelques très petites communes.

2. Typologie des répondants

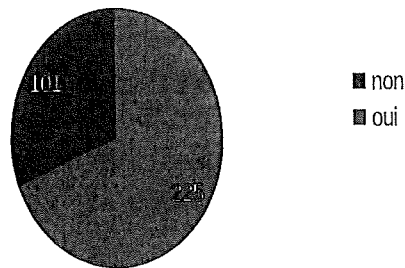
Les personnes ayant contribué aux cahiers citoyens sont majoritairement des hommes (27% de femmes et 31 % d'hommes), pour 42 % des contributeurs, il n'y a pas d'information sur leur sexe. Dans l'échantillon sélectionné, 6 personnes se sont déclarées comme maire d'une commune, soit 2 % de l'échantillon et 9 personnes se sont déclarées comme soutien aux gilets jaunes, soit 3 % de l'échantillon.

3. Analyse statistique des contributions

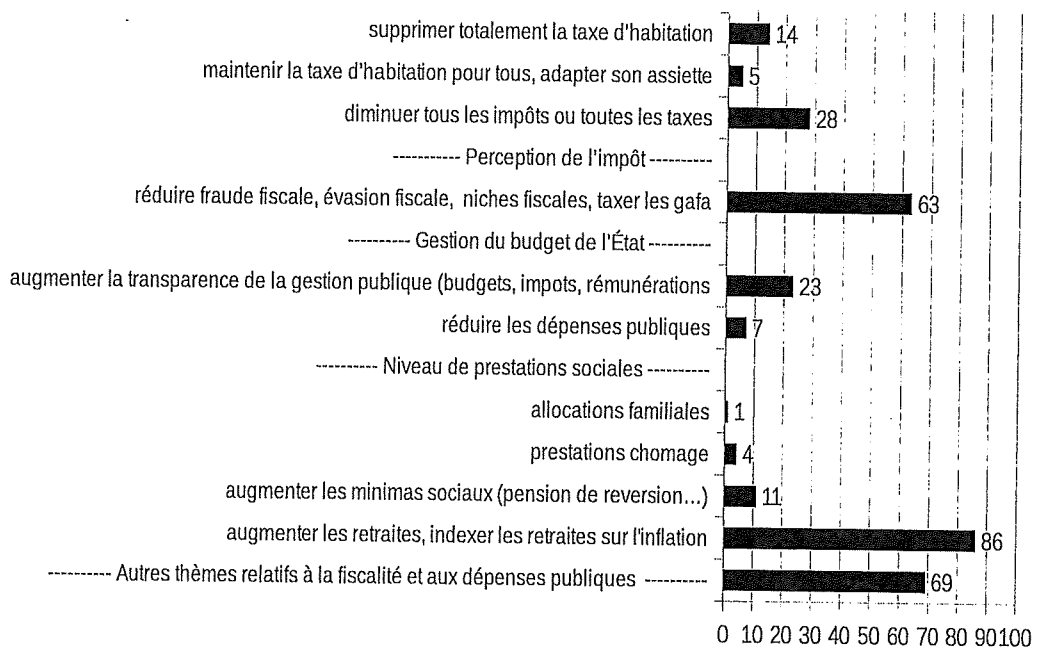
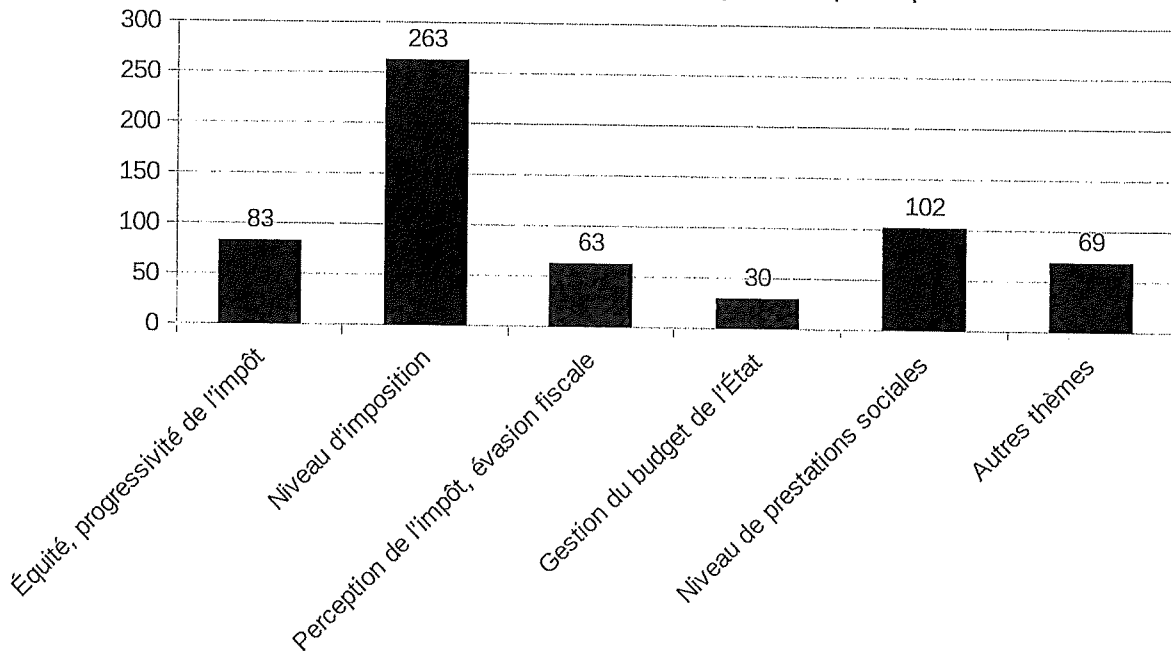
1. Fiscalité et dépenses publiques

Le thème de la fiscalité et des dépenses publiques est le thème le plus abordé par les personnes ayant contribué aux cahiers. 7 personnes sur 10 évoquent les impositions et le budget de l'État. Si l'on intègre à cet ensemble les prestations sociales et en particulier les retraites, ce thème est cité par 74 % des personnes.

Le thème fiscalité dépenses publiques est-il abordé?



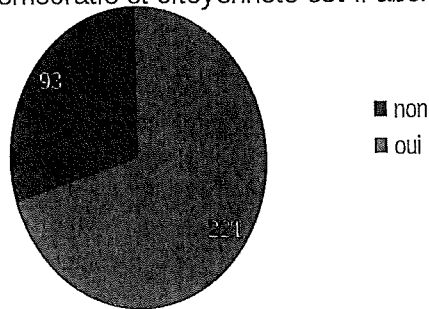
Thèmes liés à la fiscalité et aux dépenses publiques



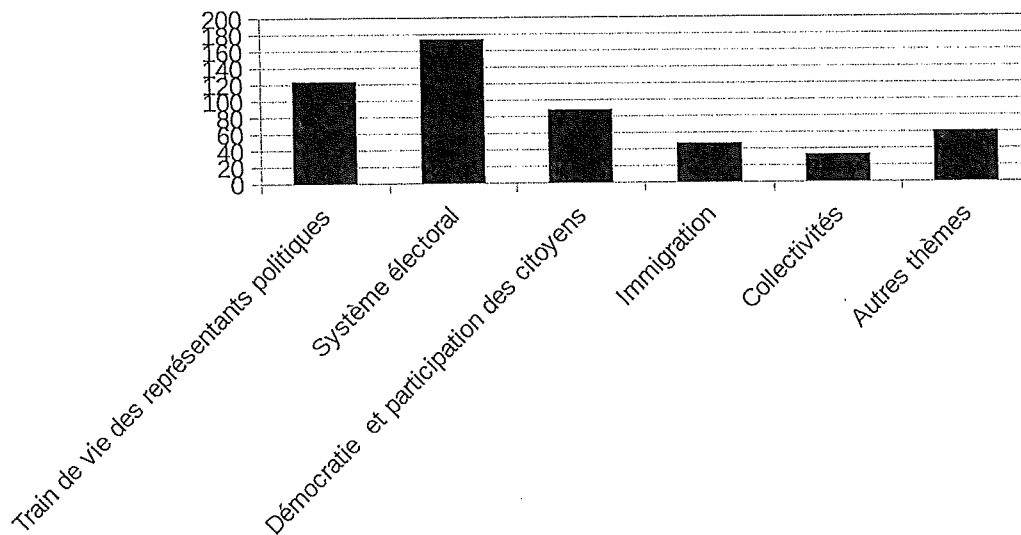
2. Démocratie & citoyenneté

Le thème démocratie et citoyenneté est abordé par 67 % des personnes qui se sont exprimées dans les cahiers citoyens. Les personnes dont la contribution était la plus véhémente se sont relativement plus exprimés sur cette question.

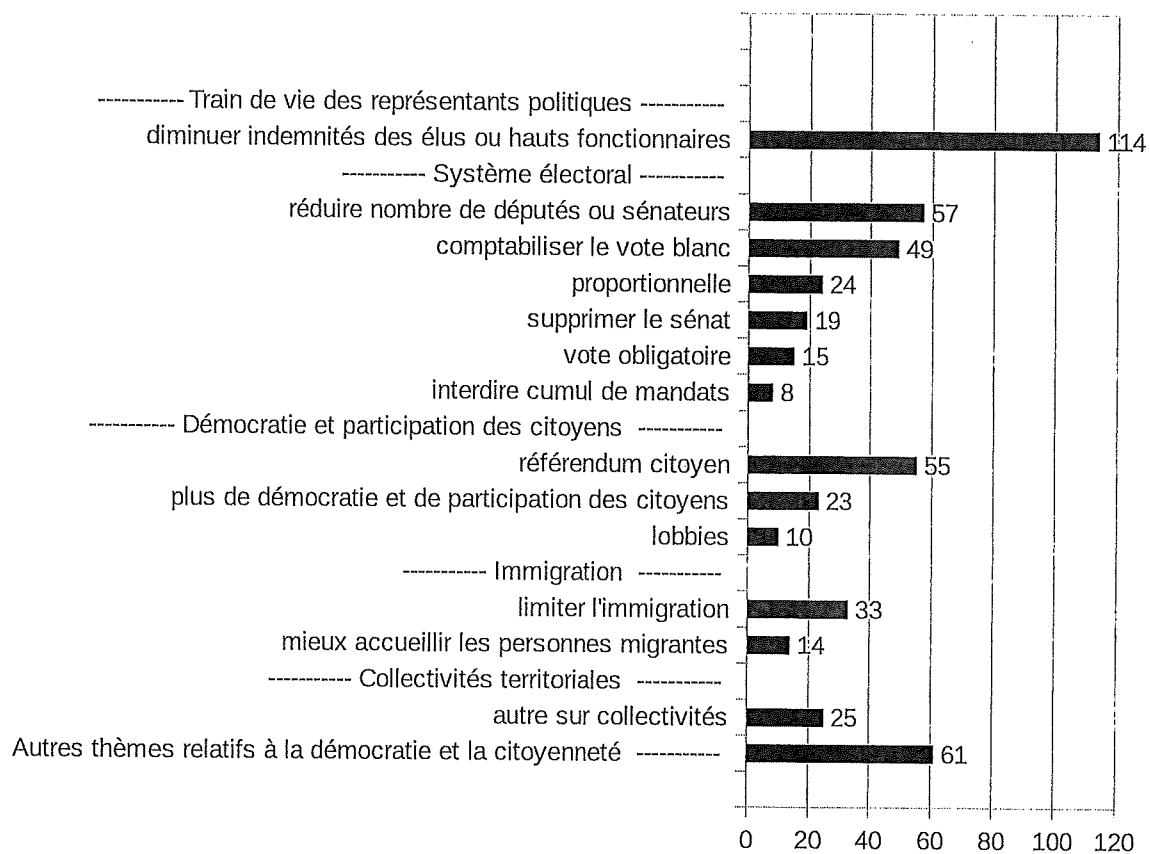
Le thème démocratie et citoyenneté est-il abordé?



Sujets liés à la démocratie et la citoyenneté



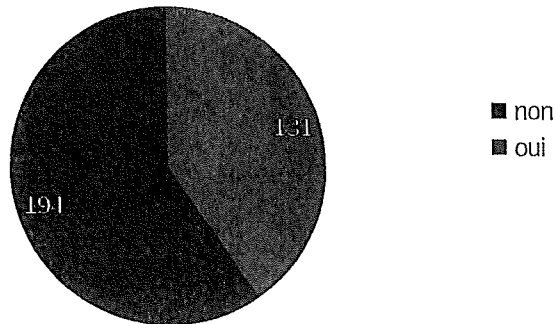
Sujets liés à la démocratie et la citoyenneté



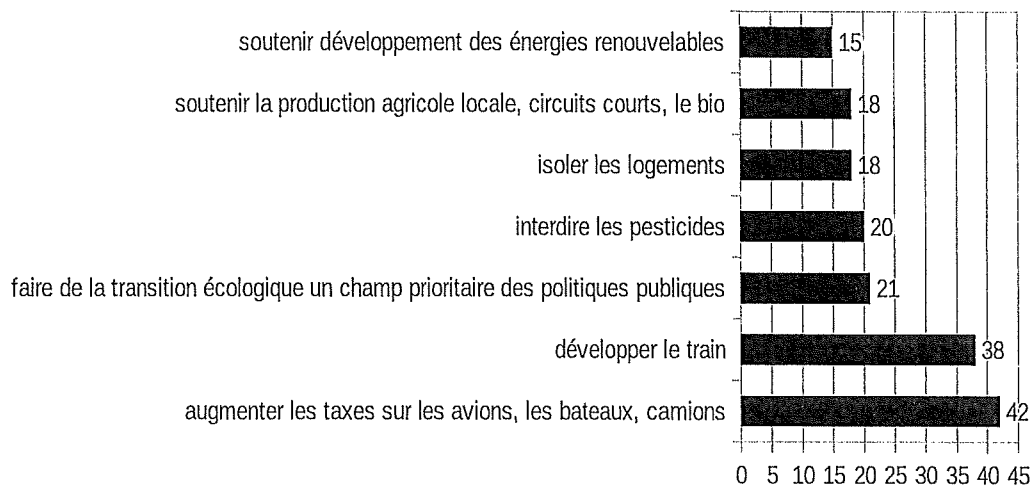
3. Transition écologique

La transition écologique est le deuxième thème le plus évoqué dans les contributions. 6 % des répondants déclarent que la transition écologique doit être la priorité des politiques publiques.

Le thème transition écologique est-il abordé?



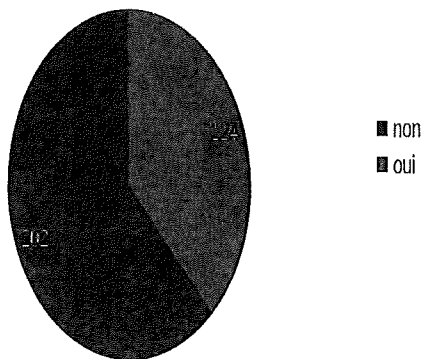
Sujets liés à la transitions écologique



4. Organisation de l'État et services publics

38 % des personnes ayant contribué à un cahier abordent le sujet des services publics. 19 % demandent un maintien physique des services publics et 17 % des personnes expriment le sentiment d'être laissées pour compte, en situation de périphérie par rapport aux services publics.

Le thème des services publics et de l'organisation de l'Etat est-il développé?



Sujets liés aux services publics

